Intervention liminaire – Plénière du 08/10/2026
Marie-Claude BRIET-CLÉMONT

Seul le prononcé fait foi.

Mes cher·e·s collègues,

Le 1er septembre dernier, je vous ai retrouvés pour une grande partie d'entre vous à l'occasion de notre colloque de rentrée à Chalons-en-Champagne sur le thème de l'industrie : cet évènement a rassemblé un public nombreux et intéressé, des intervenants nationaux et régionaux de grande qualité. Nous pouvons collectivement nous réjouir de ce moment de rayonnement de notre assemblée. Les liens créés avec nos partenaires témoignent de notre impact et augure de de nouvelles coopérations à construire.

Mais au-delà des satisfécits de cette belle journée pour notre assemblée, les échanges avec les uns et les autres attestaient d'inquiétudes multiples pour les temps à venir : inquiétudes face aux conséquences inéluctables de la canicule, inquiétudes face à l'évolution de la situation économique et sociale, inquiétudes face à la montée des radicalisations et aux menaces pesant sur notre démocratie, en un mot, inquiétudes face à l'avenir.

La tyrannie du présent, ainsi que la nomme Pierre Rosanvallon, nous a rattrapés très vite, et nous met face à nos responsabilités pour penser la complexité de notre futur et proposer des chemins de concorde, même s'ils sont parfois des chemins de traverse.

- En premier lieu, les inquiétudes quant au changement climatique qui s'accélère.

La sécheresse précoce et sévère de l'été produit de lourdes conséquences pour nos écosystèmes. Il ne s'agit plus désormais de construire des compensations face à un épisode estival ponctuel, mais d'engager les territoires à fonctionner avec une ressource en eau plus variable avec des épisodes de chaleur plus fréquents. La moindre disponibilité de la ressource affecte simultanément l'industrie, l'énergie, l'agriculture, l'eau potable et l'assainissement et elle est susceptible d'exacerber les conflits d'usage de l'eau. Nous avons travaillé sur ces questions, organisé des webinaires de sensibilisation et formulé des propositions. Sont-elles, seront-elles écoutées ?

- En second lieu, les inquiétudes quant à la situation économique et sociale.

En 2024, le taux de pauvreté en France métropolitaine a atteint 15,4%, son niveau le plus élevé depuis 1996. L'Insee souligne que les inégalités de niveau de vie ont atteint leur niveau le plus élevé depuis trente ans et dans ce contexte, le Grand Est est particulièrement concerné : un taux de pauvreté de 15,9%, avec une exposition beaucoup plus forte des jeunes, 24% des moins de 18 ans vivent sous le seuil de pauvreté, comme le souligne le document concernant les indicateurs pour décrypter le Grand Est.

La montée des défaillances d'entreprises et son corollaire, l'accroissement du chômage pèsent lourdement sur le pouvoir de vivre

de plus en plus de nos concitoyens, et appellent à des réponses politiques complexes qui articulent contraintes budgétaires et réalités vécues, et n'aggravent pas les difficultés d'accès au logement, aux soins, à l'alimentation et à la mobilité. Nous avons travaillé sur ces questions, alerté, formulé des propositions : seront-elles écoutées ?

- En troisième lieu, la question des inquiétudes politiques.

L'aggravation du déficit de la France oblige le pouvoir politique à des choix dont la nature amplifie le risque de tension entre redressement budgétaire et besoins sociaux. L'effort de 54 milliards d'euros, annoncé par le Premier ministre, entraine l'ensemble des acteurs dans la bataille du réel. Dans ce mouvement collectif, où les présidents de région ont alerté sur les risques d'un effort inéquitable, la question centrale pour les territoires et leurs exécutifs est celle de l'impact cumulé des mesures sur les ménages, les collectivités et les acteurs de la solidarité.

Je voudrais souligner ici la situation financière préoccupante du secteur associatif, dont certains considèrent qu'il gaspille l'argent public. Près de 12 300 emplois associatifs ont été perdus en 2025, dans le champ du social, du médico-social, de la culture, de l'aide à la personne… Nous savons, au sein de cette assemblée, combien le monde associatif est essentiel au développement économique, social, environnemental de nos territoires, et à l'écriture des récits qui fondent notre vivre

ensemble. Ce n'est pas en opposant que l'on construit le dialogue indispensable pour construire les futurs possibles, c'est en créant les espaces de dialogue qui reconnaissent la place et le rôle de chacun dans le respect, la tolérance et la prise en compte de l'autre. C'est en écoutant que nous pouvons faire reculer le sentiment d'un pouvoir politique déconnecté des véritables besoins et attentes de la population.

Le 10 septembre dernier, le bureau du CESER a validé un partenariat avec une équipe de chercheurs qui organisent des débats dans plusieurs territoires régionaux, avec un leitmotiv, devenu le nom de l'association qu'ils ont créée : « écoutez-nous ». Le débat qu'ils organisent en Grand Est se déroulera le 26 novembre à Strasbourg et aura pour thème le travail, et je vous solliciterai dans les prochaines semaines sur ce sujet.

Cette conviction profonde que les populations ne sont plus écoutées, que les politiques mises en œuvre ne répondent plus aux aspirations, aux besoins, s'est nourrie au fil des dernières années d'espoirs déçus, lesquels ont alimenté le climat de défiance à l'égard du politique.

La mobilisation lycéenne et étudiante démarrée en septembre dernier doit être pensée comme une illustration de cette déconnexion. Les inquiétudes exprimées, très concrètes, ont fait d'abord l'objet de réponses sécuritaires, avant d'être prises en compte comme des

revendications sérieuses. Ce qui s’est exprimé renvoie à des fragilités plus profondes et fait écho à des constats établis depuis plusieurs années sur les conditions d'études, l'accès au logement, la mobilité, la santé ou encore la capacité à se projeter dans l'avenir.

Ce mouvement atteste d’une réalité : les jeunes ne se sentent pas écoutés, pas pris en compte dans les politiques qui les concernent, et témoignent de leur perception d’un futur dont ils seront les laissés pour compte.

La mobilisation actuelle doit faire l’objet d'écoute et de compréhension de la jeunesse régionale, et dans ce cadre, la capacité des institutions à créer des espaces de dialogue peut ainsi constituer une réponse démocratique à part entière.

La société civile que nous incarnons a soumis aux décideurs publics nationaux et régionaux des analyses et des propositions d’actions, au fil de nos travaux : nous avons souligné les effets conjugués des inégalités sociales et territoriales sur les trajectoires des jeunes, alerté sur les difficultés financières des universités, estimant que les moyens consacrés à l'enseignement supérieur n'étaient plus à la hauteur des enjeux.

Nous avons souligné que la dégradation de la santé mentale des jeunes appelle à une approche préventive, globale et territorialisée, qu’il était impératif d’impliquer les jeunesses dans les politiques qui les

concernent, dès leur conception, dans leur mise en œuvre, leur évaluation : qui nous a écoutés ?

Nous avons préconisé de renforcer le « dialogue structuré » à l'échelle régionale, de mieux coordonner les politiques de jeunesse, de lutter contre le non-recours et de prendre en compte les jeunes « invisibles » dans l'action publique. Notre contribution de 2024 sur la stratégie « Lycée du futur » pose explicitement la question de la place du lycéen comme citoyen dans son établissement : comment coopère-t-il à la vie de son lycée ? Comment développe-t-il son sentiment d'appartenance ? Comment devient-il un citoyen éclairé capable de développer son discernement et son analyse critique ?

Créer ces espaces de concertation, organiser l'écoute, mettre l'ensemble des parties prenantes autour d'une table, notre assemblée y est prête, c'est dans son rôle. Nous l'incarnerons particulièrement dans nos travaux du jour, d'abord sur notre autosaisine concernant la citoyenneté et la démocratie participative, et sur le débat que nous allons conduire sur la situation des jeunes.

S'appuyer sur la prise en compte des parties prenantes qui nous composent au risque de penser en même temps les consensus et les dissensus, pour produire du commun, c'est aussi ce que nous allons engager sur l'écocontribution poids lourd, et sur les enjeux de l'IA.

Porter un regard particulier sur les entreprises apprenantes, au moment où les financements de l'État mettent à mal nos convictions communes sur la nécessité de former et hypothèquent les efforts engagés dans la région, c'est aussi une manière de mettre en débat d'autres chemins de formation.

Réaffirmer l'intérêt du tourisme social et solidaire comme composante à part entière d'un projet de société, dans une période de raréfaction des financements publics, c'est oser un pas de coté qui réaffirme la nécessite de penser ensemble économique, social, environnemental et démocratie.

Voilà, cher·e·s collègues, les thématiques de notre journée. Je nous souhaite comme toujours des débats féconds et vous remercie de votre écoute, puisque les mots forts de cette session sont : écoutez-nous !

Marie-Claude BRIET-CLEMONT | 8 octobre 2026